

C'EST LE MOMENT !

L'empilement des attaques contre l'école s'accélère de façon frénétique : il s'agit pour Macron/Attal de parachever le plus rapidement possible 25 ans de destruction néolibérale. Cette minorité présidentielle est de plus en plus fragilisée depuis le passage en force sur nos retraites, ou depuis les déclarations inouïes de la ministre Oudéa-Castera. Face au séparatisme bourgeois débridé et assumé qui cherche la mise au pas de la population, c'est le moment pour une lutte majeure dans l'Éducation, avec la confiance dans notre puissance collective et la détermination de celles et ceux qui travaillent pour une société de bien-être et de liberté pour toutes et tous!

Derniers coups bas avec les mesures du choc des savoirs dans le 1er degré et au collège, avec l'attaque du Lycée professionnel, avec l'annonce de la généralisation du salaire au mérite, c'est-à-dire le blocage des salaires de la très grande majorité et la fin des statuts. Une nouvelle annonce brutale vient de surgir durant les congés scolaires, celle de coupes budgétaires massives pour l'an prochain !

Du rabetage austéritaire, l'Éducation est la principale victime : 692 millions d'euros ! 11000 postes supprimés, 2620 d'enseignant·es dans le 1er degré public, 1740 dans le second degré public, 1760 dans le privé, et 4600 d'AED et AESH.

En matière de moyens, tout ce dont les élèves et les personnels avaient besoin en somme pour faire face à la pénurie, aux classes surchargées, aux non-remplacements systématiques, à une inclusion au rabais qui sont déjà le quotidien.

L'indécence de cette minorité présidentielle qui nous fait les poches n'a plus de limites, quand elle préserve le budget militaire (récemment augmenté de 41% à 413 milliards en 2023!), et le budget sécuritaire.

La déclaration gravissime de Macron-va-t-en-guerre du lundi 26 février en faveur de l'envoi de troupes en Ukraine permet de comprendre la cohérence idéologique de ces attaques contre l'Éducation : faire de l'école un outil de contrôle et de militarisation de la société et de conversion au néolibéralisme. Enfants des quartiers populaires, soyez de la chair à patrons et de la chair à canon.

Cette bouffée délirante fiévreuse doit cesser, une grève déterminée à partir du 19 mars sera l'occasion de la thérapie de choc... par le monde du travail.

LA STRATÉGIE NÉOLIBÉRALE DU "CHOC" : TRI SOCIAL ET ORDRE MORAL

Les réformes Attal-Macron de l'Éducation doivent être comprises dans leur double dimension, celle qui concerne le sens même du travail et celle qui touche la globalité de l'école, de la maternelle à l'université.

Si le collège est au cœur de la première salve, avec des groupes de niveaux, c'est bien dès l'école élémentaire qu'ils vont se constituer. Nous n'avons plus à en démontrer le non-sens pédagogique. Des enfants de 10 ans se verraient donc imposer une assignation à un parcours éducatif individualisé enfermant dont ils ne pourront pas s'échapper, à coups d'électrochocs de neuroéducation.

Le choc des savoirs, c'est aussi la territorialisation de l'école, avec l'amplification de toutes les inégalités sociales que cela entraîne. Territorialisation qui implique une logique d'objectifs contractualisés et de management hiérarchique agressif et toxique, fondé sur la culpabilisation des enfants, des jeunes, des familles et des enseignant.es. Ces derniers aussi sont assignés, à exécuter une

EDITO DU 29 FÉVRIER 2024



suite mécanique de gestes et de tâches didactiques absurdes, à coups de manuels labellisés. L'échec ne sera plus imputable à une politique éducative, à des choix ministériels. Il sera le fait des insuffisances et incompétences des enfants, des familles, des enseignant.es. Ce n'est même plus la limitation de la liberté pédagogique qui est froidement envisagée, c'est la fin de toute pédagogie telle que nous l'entendons : critique, sociale et émancipatrice.

Le lycée sera le prolongement du collège, avec la condition supplémentaire de l'obtention du DNB. Les groupes de niveaux s'y exprimeront sur des sous-filières destinées à recevoir un public qu'on aura qualifié de « faible » tout au long du collège, pour les destiner le plus rapidement possible aux emplois ubérisés ou à l'armée..

SNU, MILITARISATION... NON : ÉDUCATION !

En même temps, le gouvernement prévoit la militarisation de la jeunesse, avec la généralisation du SNU dès la seconde, la refonte idéologique des programmes d'EMC, la marseillaise, l'imposition d'un uniforme qui n'a jamais existé, et le retour d'un ordre moral rance puant la naphtaline des heures sombres de l'Histoire. La déclaration belliciste d'un Macron en roue libre, ou l'appel récent au « réarmement démographique » viennent compléter ce tableau, faisant des femmes les utérus de la patrie, en vu des guerres impérialistes que prépare ce capitalisme fou, et des enfants des quartiers populaires de la chair à canon. Créer des jeunes dociles, réendoctriner pour accepter la guerre et l'exploitation !

NOUS NE FERONS PAS LA RENTRÉE MACRON/ATTAL : C'EST LE MOMENT POUR GAGNER !

En face de nous, ils sont de plus en plus faibles et isolés. Les crises ministérielles en sont le témoignage, la démission du recteur de Paris, le

dégagement de la ministre Oudéa-Castera, le refus de Bayrou de rejoindre un bateau qui coule, la fuite au salon de l'agriculture, la marginalisation sur les velléités guerrières... Alors tant qu'ils sont faibles, lançons-nous dans le combat.

Dans le 93, des collègues sont d'ores et déjà en grève reconductible, c'est donc le moment nous aussi d'en discuter et de la décider. En grève le 19, 20, 21 mars...

Le gouvernement, face à une grève importante et reconductible dans l'éducation nationale, ne pourra pas tenir très longtemps. D'autant plus qu'un secteur aussi massif, que le nôtre, pourrait donner des idées à d'autres dont nous partageons les combats sur les moyens mais aussi sur les salaires.

Il faut exiger le retrait des réformes Attal-Macron, le « choc des savoirs », le retrait de la réforme du lycée professionnel mais aussi des augmentations de salaires inconditionnelles et massives. Pour pouvoir avoir un prof devant chaque classe, formé et non précarisé, il faut augmenter les salaires.

De l'argent il y en a pour tout cela, dans les caisses de l'Etat, du patronat mais aussi des établissements privés dont nos ministres ont largement usé les bancs.

C'est bien toutes et tous ensemble qu'il faut y aller pour gagner. Discutons dès la rentrée de février en assemblée générale, en heure d'information syndicale, de la grève, de convaincre les collègues de tourner dans les établissements autour de nous.

Le 19 mars, on se met en grève et on continue le lendemain, on se réunit en assemblée générale, on se retrouve en manifestation et en Assemblée générale Île de France, le soir!

TOUTES & TOUS EN GRÈVE MARDI 19 MARS ET APRÈS

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES & MANIFESTATION MARDI 19 MARS

**AG À 9H À ARGENTEUIL, ESPACE MANDELA - CERGY, MAISON DES SYNDICATS - SARCELLES
MANIFESTATION PARISIENNE & CORTÈGE DES BAHUTS À 13H30**

AG ÎLE DE FRANCE EN FIN DE MANIFESTATION - BOURSE DU TRAVAIL DE RÉPUBLIQUE

**PLUS D'INFORMATIONS
SUR NOTRE SITE**